

ACCORD CADRE DE TRAVAUX

NOUVEAU PALAIS DE JUSTICE DE LILLE

ACCORD-CADRE POUR LA FABRICATION, LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION DE LA SIGNALÉTIQUE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

SOMMAIRE

| | |
|---|----------|
| ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD CADRE | 4 |
| ARTICLE 2 - INTERVENANTS PRINCIPAUX DE L'OPERATION | 4 |
| 2.1 LE MAITRE D'OUVRAGE ET POUVOIR ADJUDICATEUR | 4 |
| 2.2 LA CONDUITE D'OPERATION ET MAITRISE D'ŒUVRE | 4 |
| 2.3 LE MARCHE DE TRAVAUX | 4 |
| 2.4 L'ASSISTANT AU MAITRE D'OUVRAGE POUR L'ACQUISITION ET LA MISE EN PLACE DE LA SIGNALÉTIQUE ET MAITRISE D'ŒUVRE | 4 |
| 2.5 LE TITULAIRE | 4 |
| ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE | 5 |
| 3.1 PIECES PARTICULIERES (PAR ORDRE DECROISSANT DE PRIORITE) | 5 |
| 3.2 PIECES GENERALES | 5 |
| ARTICLE 4 DOCUMENTS A FOURNIR PAR LA PERSONNE PUBLIQUE | 5 |
| ARTICLE 5 - PRIX | 5 |
| 5.1 FORME ET CONTENU DES PRIX | 5 |
| 5.2 VARIATIONS DES PRIX | 7 |
| ARTICLE 6 - MODALITES DE REGLEMENT | 7 |
| 6.1 AVANCE | 7 |
| 6.2 REGLEMENT DES COMPTES | 8 |
| 6.3 DELAIS DE PAIEMENT | 8 |
| 6.4 PAIEMENT DES COTRAITANTS | 8 |
| 6.5 PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS | 9 |
| ARTICLE 7 – MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE | 9 |
| 7.1 Etablissement DES BONS DE COMMANDE | 9 |
| 7.2 PROCESSUS DE COMMANDE | 9 |
| 7.3 DELAIS D'EXECUTION | 9 |
| 7.4 COORDINATION ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE | 10 |

| | |
|--|-----------|
| 7.5 PRESTATIONS NON PREVUES | 11 |
| 7.6 CONDITIONS D'INSTALLATION | 11 |
| ARTICLE 8 RECEPTION | 11 |
| ARTICLE 9 GARANTIE CONTRACTUELLE | 12 |
| ARTICLE 10 – PENALITES | 12 |
| ARTICLE 11 - OBLIGATIONS | 13 |
| 11.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE | 13 |
| 11.2 ÉTAT DES LIEUX | 13 |
| ARTICLE 12 - ASSURANCES | 13 |
| ARTICLE 13 - OBLIGATIONS RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE | 14 |
| ARTICLE 14 - OBLIGATIONS RELATIVES AU DETACHEMENT DE SALARIES | 14 |
| ARTICLE 15 - RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE | 14 |
| 15.1 RESILIATION DU FAIT DU POUVOIR ADJUDICATEUR | 15 |
| 15.2 RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE | 15 |
| 15.3 RESILIATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE | 15 |
| ARTICLE 16 – OBLIGATION DE SECURITE | 15 |
| ARTICLE 17 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX | 16 |

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD CADRE

La présente consultation a pour objet la passation d'un accord-cadre de travaux pour la réalisation, la livraison et l'installation des éléments de signalétique du nouveau palais de justice de Lille, situé au 421 rue des Bateliers 59 000 Lille, dont la construction est en cours.

La fabrication, la livraison et l'installation des éléments de signalétique entendent les études techniques, la fabrication et/ou la fourniture des éléments de signalétique, ainsi que l'approvisionnement sur site, la manutention, le montage des éléments, les fixations, l'enlèvement des protections et le nettoyage.

ARTICLE 2 - INTERVENANTS PRINCIPAUX DE L'OPERATION

2.1 Le maître d'ouvrage et pouvoir adjudicateur

Le Maître de l'Ouvrage et pouvoir adjudicateur est l'APIJ représenté par son Directeur Général.

2.2 La conduite d'opération et maîtrise d'œuvre

La conduite d'opération est confiée au groupement Mott Mac Donald (mandataire) et INGEROP.

La maîtrise d'œuvre est assurée par l'agence OMA (mandataire du groupement), SAISON Menu, agence d'architecture pour l'exécution, WSP , BMF, et QUADRIM.

2.3 Le marché de travaux

Le marché de travaux a été attribué à l'entreprise EIFFAGE CONSTRUCTION – Nord Pas de Calais, (mandataire du groupement), groupe GOYER, Eiffage Energie Systèmes Clevia Nord et Eiffage Energie Systèmes Nord.

2.4 L'assistant au maître d'ouvrage pour l'acquisition et la mise en place de la signalétique et maîtrise d'œuvre

Le maître d'ouvrage est assisté par un AMO Signalétique chargé de l'acquisition et la mise en place de la signalétique jusqu'à la réception des éléments objets du présent accord cadre.

Cette mission est confiée à la **maîtrise d'œuvre du projet, l'agence OMA**. Le titulaire de cette mission est appelé dans la suite du document « AMO Signalétique ».

2.5 Le titulaire

Dès la notification du présent accord cadre, le titulaire désigne le responsable qualifié pour le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, ou son représentant, de l'accord cadre et pour piloter l'exécution de sa mission.

Le changement de responsable du dossier devra être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur. Lorsqu'il est prévu dans l'accord cadre que tout ou partie des prestations doit être exécutée par une personne nommément désignée et que cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire devra :

- en avisant, sans délai, le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai d'un mois à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai d'un mois courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un mois pour proposer un autre remplaçant.

ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE

Les pièces contractuelles constitutives de l'accord cadre sont par ordre de priorité décroissante :

3.1 Pièces particulières (par ordre décroissant de priorité)

- 1) l'acte d'engagement (AE) de l'accord cadre et ses annexes :

Annexe 1. : Bordereau de Prix Unitaires (BPU)

Annexe 2. : Déclaration de sous-traitance

le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) de l'accord-cadre ;

- 2) le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de l'accord cadre et son annexe ;

Annexe 1. le cahier-graphique-et-technique-signalétique,

- 3) Le mémoire technique remis par le titulaire en appui de son offre, qui n'est contractuel que pour les engagements allant au-delà des exigences contenues dans les pièces ci-dessus ;

- 4) les plans prévisionnels d'implantation de la signalétique avec la répartition des par locaux (au format pdf), **remis uniquement au titulaire de l'accord-cadre** :

- 5) Les bons de commande au fur et à mesure de leurs notifications ;

3.2 Pièces générales

- Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux adopté par l'arrêté du 30 mars 2021, paru le 1 avril 2021 ;
- Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini en première page de l'acte d'engagement.

ARTICLE 4 DOCUMENTS A FOURNIR PAR LA PERSONNE PUBLIQUE

Le pouvoir adjudicateur mettra à disposition du titulaire les documents en sa possession qui seraient nécessaires à la réalisation des prestations, dont les plans.

ARTICLE 5 - PRIX

5.1 Forme et contenu des prix

L'accord –cadre est traité à prix unitaires.

Les bons de commande sont conclus sur la base des prix figurant au bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

Les articles entrant dans l'objet de l'accord-cadre mais ne figurant pas dans le bordereau de prix unitaires pourront être commandés des prix fixés conformément aux dispositions de l'article 7. 5 du présent CCAP.

Ils sont établis hors T.V.A. en tenant compte notamment de tous les frais permettant d'assurer le fonctionnement normal et régulier du chantier et de ses installations en conformité de la réglementation du travail en vigueur.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations, y compris les réunions nécessaires avec les membres de l'équipe de maîtrise d'œuvre, AMO Signalétique, et le maître d'ouvrage pour la mise au point des éléments à réaliser. Les réunions se tiendront sur site à Lille (59).

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération de la part de tiers dans le cadre des missions qui lui seront confiées au titre du présent accord-cadre.

Le prix comprend notamment :

- Le transport et la livraison,
- La protection des ouvrages pendant la période de mise en œuvre : ascenseurs, poteaux, angles etc. susceptibles d'être détériorés durant la présence du titulaire de l'accord cadre Signalétique.
- Les frais de stockage ceci sans préjudice de leur durée notamment si le planning prévisionnel n'était pas respecté,
- Le montage, le réglage,
- L'évacuation des emballages et des cartons et le nettoyage complet des zones aménagées,
- L'assurance couvrant les périodes d'installation et la garantie des matériels fournis (attestation d'assurance correspondante à fournir),
 - La fourniture des outils spéciaux, si nécessaire, ainsi que d'un manuel de montage et de démontage permettant la maintenance des équipements installés,
- La formation sur le site pendant la durée du montage, d'une ou plusieurs personnes désignées par l'APIJ, ou son représentant, pour la maintenance des équipements installés.
- Le remplacement des éléments détériorés ou défectueux dans un délai de 15 jours maximum, y compris les éléments éventuellement détériorés ou les dégradations qui seraient occasionnées sur le bâtiment pendant la durée du montage.
- Le nettoyage du site

La main d'œuvre est comprise dans les prix unitaires indiqués au BPU, pour toute acquisition de fournitures et ne doit pas être facturée en supplément. **Il en sera de même pour toute acquisition d'un élément de signalétique non référencé au BPU.**

Le titulaire doit laisser le site propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des prestations dont il est chargé.

Le titulaire ne pourra exercer aucun recours contre la personne publique ou les services affectataires en cas de vol ou de dommage subi à ses équipements ou ouvrages.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance pleine et entière, avant la remise de son offre, des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution de l'installation des éléments de signalétique.

5.2 Variations des prix

Les prix (BPU et catalogue) sont réputés établis sur la base des conditions économiques du "mois zéro" indiqué dans l'acte d'engagement.

→ Prix BPU :

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la variation du prix des prestations est l'index

$$I = \text{Index BT01}$$

L'index BT01 publié par l'INSEE.

La révision est effectuée aux dates anniversaires de l'accord cadre, par l'application au prix d'un coefficient donné par la formule :

$$C = 0,15 + 0,85 (I_{m-4}/I_{o-4})$$

dans laquelle I_{o-4} et I_{m-4} sont les valeurs prises par l'index de référence I de l'accord cadre, respectivement quatre mois avant le mois zéro et quatre mois avant le mois de révision des prix. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Les prix révisés seront alors appliqués à tous les bons de commandes émis au cours de l'année considérée.

→ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts. Les montants et taux de TVA indiqués dans les pièces contractuelles sont établis à titre indicatif. Aussi, en cas de modification des taux de TVA, il n'est pas nécessaire de conclure un avenant.

ARTICLE 6 - MODALITES DE REGLEMENT

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire du présent accord-cadre, à ses cotraitants et à ses sous-traitants éventuels et, au prestataire mandataire et à ses cocontractants en cas de groupement.

6.1 Avance

L'option B prévue à l'article 10 du CCAG-Travaux est retenue.

Si les conditions prévues à l'article R.2191-3 du code de la commande publique sont réunies, une avance sera accordée au titulaire (sauf refus indiqué à l'acte d'engagement) pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le montant de l'avance est fixé conformément à l'article R.2191-7 du code de la commande publique. Le paiement de l'avance intervient, sans formalités, dans le délai de 30 jours à compter de la date de notification du bon de commande.

Le montant de l'avance est égal à 5% du montant initial du bon de commande.

Le taux de l'avance fixé au paragraphe précédent est porté à 10 % lorsque le titulaire de l'accord-cadre ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

Le montant de l'avance ne sera ni révisé ni actualisé.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants dans les conditions décrites aux articles R.2193-17 à R.2193-21 du code de la commande publique.

6.2 Règlement des comptes

Mise en place d'un service électronique d'échanges des situations financières

Les pièces de liquidation (situations, décomptes, états d'acomptes) sont calculées, diffusées et échangées à l'aide d'un outil informatique de gestion financière (système d'échanges de données informatiques EDIFLEX).

Le cas échéant, l'utilisation de cet outil informatique de gestion financière sera obligatoire pour l'ensemble des intervenants.

La facture électronique est mise en œuvre selon les conditions du décret du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Chaque bon de commande traité à prix forfaitaire fait l'objet d'une facture unique et donne lieu à règlement du titulaire dans les conditions ci-dessous. Les prestations figurant à chaque bon de commande donnent lieu à un paiement partiel définitif après l'acceptation des dites prestations.

6.2.1 Modalités de paiement

Il sera fait application de l'article 10.2 du CCAG-Travaux relatif au règlement partiel définitif

Le titulaire ou son représentant adresse au pouvoir adjudicateur un décompte et une facture précisant les sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution des bons de commande. L'APIJ vérifie les projets de décompte et y applique les pénalités éventuelles.

Ce projet de décompte comprendra au minimum les informations suivantes

- Intitulé et N° de l'accord-cadre ;
- la désignation du bon de commande correspondant ;
- le montant du décompte, établi en prix de base

6.2.2 Acomptes

Les bons de commande pourront faire l'objet d'acomptes, au prorata des prestations réellement exécutées, dans la limite de 80% du montant total de chacun des bons de commande. Le solde sera versé après réception des ouvrages objets du bon de commande.

Par dérogation à l'article 12.2 du CCAG Travaux, aucun acompte ne sera notifié au titulaire de l'accord-cadre. Seuls les décompte général et définitif sera notifié.

6.3 Délais de paiement

Le délai global de paiement maximum imparti au pouvoir adjudicateur pour procéder au règlement des acomptes et du solde est fixé à 30 jours calendaires maximum, pour les acomptes à compter de la réception de la demande de paiement (hors demande de paiement incorrecte), et pour le solde à compter du retour du décompte général signé par le titulaire.

Le dépassement du délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires suivant le taux et la réglementation en vigueur.

6.4 Paiement des cotraitants

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant de l'acompte ou du solde à lui payer.

6.5 Paiement des sous-traitants

Le paiement des sous-traitants est effectué conformément aux dispositions des articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

ARTICLE 7 – MODALITES D’EXECUTION DE L’ACCORD CADRE

7.1 Etablissement des bons de commande

Les bons de commande sont établis sur la base des prix unitaires figurant dans le B.P.U.

Le bon de commande pourra être émis par tous moyens (courrier en recommandé, télécopie, mail).

Chaque bon de commande précise le type de signalétique, sa référence, les quantités à livrer et le montant.

Le prix du bon de commande est calculé par application des prix du bordereau des prix unitaires (ou prix nouveaux – voir article 7.5 du présent CCAP) à la nature et aux quantités des travaux commandés par le dit bon de commande.

Les bons de commande pourront être émis pendant toute la durée de l’accord cadre, au fur et à mesure des besoins du pouvoir adjudicateur, l’accusé de réception du courrier/courriel de notification faisant foi comme point de départ du délai dudit bon. Il est précisé que plusieurs bons de commande pourront être notifiés simultanément.

Les bons de commande peuvent être adressés à compter de la date de notification de l’accord-cadre jusqu’à son échéance. Ils pourront continuer à produire leurs effets après l’expiration de l’Accord-cadre pour une durée qui ne pourra dépasser 3 (trois) mois à compter de l’émission du dernier bon de commande.

7.2 Processus de commande

L’APIJ adresse directement ses commandes au titulaire par mail et précise notamment :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- Le numéro de l’accord-cadre ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La description des prestations ;
- Le détail de la commande ;
- Le coût total de la commande ;

7.3 Délais d’exécution

L’ensemble des éléments de signalétique objet du présent accord-cadre devront être installés impérativement avant l’ouverture du palais de Justice au public prévue en janvier 2027. Les éventuelles réserves devront également être levées avant cette date.

Le délai d’exécution de chaque bon de commande sera fixé dans le bon de commande.

Le délai d’exécution commence à compter de la date de notification du bon de commande.

Pour les documents à remettre après exécution, indiqués dans le CCTP, le titulaire disposera d’un délai de deux (2) semaines à compter de la date de notification de la décision d’admission des prestations.

Les interventions sur site du titulaire seront organisées en accord avec le maître d’ouvrage.

La livraison et l'exécution des travaux de pose devront s'inscrire dans le calendrier détaillé établi par le maître d'ouvrage et son représentant, qui sera notifié au titulaire au plus tard en même temps que l'émission du premier bon de commande.

Ce calendrier détaillé devra être retourné à l'APIJ dans le délai de deux semaines à compter de la notification du premier bon de commande, l'accusé de réception du courrier/courriel de notification faisant foi comme point de départ du délai dudit bon.

Le titulaire devra prendre ses dispositions pour être en mesure de livrer aux dates demandées et cela quelles que soient ses dates de fermeture(s) annuelle(s).

Les livraisons devront intervenir conformément au calendrier. Le calendrier prévisionnel de l'opération programme la mise en place de la signalétique du palais de justice à la suite de la prise de possession par les juridictions du bâtiment prévue en septembre 2026. Des adaptations de la signalétique seront à prévoir suivant les observations des utilisateurs à la suite de la mise en service et à l'ouverture au public du Palais de Justice prévues en janvier 2027. Ces ajustements feront l'objet d'un second bon de commande calculé par application des prix du bordereau des prix unitaires.

En cas de non-respect par le titulaire des délais fixés, le titulaire encourt l'application de pénalités, sans mise en demeure préalable et sur simple constatation

7.4 COORDINATION ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

a) Coordination des intervenants

Le titulaire est responsable de ses salariés, de ses cotraitants et de ses éventuels sous-traitants. Il doit se soumettre à l'organisation générale des intervenants sur le chantier, telle que définie en accord avec la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage. Il doit s'assurer que chaque intervenant respecte les délais, les spécifications techniques et les règles de sécurité en vigueur.

À ce titre, il est tenu de :

- Fournir un calendrier détaillé des interventions au moins 15 jours avant le début des travaux pour validation par l'AMO signalétique (maîtrise d'œuvre) et la maîtrise d'ouvrage ;
- Transmettre sans délai toute modification du planning à l'AMO pour accord préalable.

b) Sécurité et prévention des risques

Le titulaire est entièrement responsable de la sécurité sur le chantier. Il doit mettre en œuvre toutes les mesures préventives et correctives nécessaires pour garantir :

- La protection du personnel (salariés, sous-traitants, cotraitants).
- La sécurité des tiers (usagers, autres entreprises intervenant sur site).
- Le respect des réglementations en vigueur, notamment :
- Le Code du travail (articles R. 4532-1 et suivants pour les chantiers).
- Les consignes spécifiques de l'autorité compétente (maîtrise d'ouvrage, coordonnateur SPS si désigné).
- Les règles de sécurité et de protection de la santé applicables au site.

c) Obligations spécifiques

a. Visite d'inspection commune :

Le titulaire organisera, avant le début des travaux, une visite conjointe avec le Coordonnateur SPS (CSPS) pour identifier les risques et valider les mesures de prévention. Un procès-verbal de cette visite sera transmis à l'AMO sous 48 heures.

Plan de prévention :

APIJ – NPJ LILLE

CCAP-Accord-cadre pour la fourniture et l'installation de la signalétique
Janvier 2026

Le titulaire établira et transmettra son plan de prévention à la maîtrise d'ouvrage au moins 10 jours avant le démarrage des travaux. Ce document devra être actualisé en cas de modification substantielle des conditions d'exécution.

b. Sanctions en cas de manquement

Tout manquement aux obligations ci-dessus pourra entraîner :

Un refus de validation du calendrier ou du plan de prévention, bloquant le démarrage des travaux.

Des pénalités de retard si les délais ne sont pas respectés.

La résiliation de l'accord-cadre pour faute grave en cas de non-respect des règles de sécurité.

7.5 Prestations non prévues

Le présent article concerne les prestations dont la réalisation n'aurait pas été spécifiquement prévue initialement et dont l'accord cadre ne prévoit pas de prix.

Ces prix nouveaux seront des prix unitaires. Ils seront établis sur les mêmes bases que les prix de l'accord cadre, à savoir les conditions économiques en vigueur au mois Mo et les éléments des sous-détails des prix unitaires.

Lorsque le pouvoir adjudicateur et le titulaire seront d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci feront l'objet, d'un avenant et d'un bordereau complémentaire de prix unitaires, signé des deux parties.

7.6 Conditions d'installation

Les prestations comprennent la vérification des implantations des éléments de signalétique, la pose, ainsi que le retrait des protections, l'enlèvement des emballages vides et le nettoyage.

Les modalités d'accès au bâtiment seront précisées à partir de la notification de l'accord cadre.

L'accès aux différents niveaux pourra se faire par les montes charges, les escaliers ou par les ascenseurs.

Des espaces de stockages intermédiaires pourront être définis avec le maître d'ouvrage, son représentant, ou l'AMO Signalétique assuré par la maîtrise d'œuvre. Ces espaces seront mis gracieusement à la disposition du titulaire pour un stockage supérieur à la journée. Aucune réclamation ne peut être émise par le titulaire si tout ou partie de cet espace n'est pas disponible.

Toutefois, le gardiennage des éléments stockés reste à la charge et sous la responsabilité du titulaire.

Sur site le titulaire devra suivre les instructions du maître d'ouvrage, ou son représentant, concernant la protection des ouvrages existants, la réglementation de l'utilisation des espaces de stationnement et de stockage, des circulations, des accès et des appareils élévateurs, le respect des horaires d'intervention, l'ordre d'installation des éléments de signalétique dans les différents locaux.

Le titulaire, qui conserve la propriété des emballages, assurera leur enlèvement et le nettoyage des espaces utilisés.

ARTICLE 8 RECEPTION

Vérification des fournitures :

Si la quantité de fournitures livrées ne correspond pas aux spécifications de l'accord cadre ou au libellé de la commande, le pouvoir adjudicateur pourra exiger que le titulaire, dans les sept (7) jours après en avoir été avisé, reprenne l'excédent de livraison, si celle-ci dépasse le volume de la phase exécutée, ou complète sa livraison, dans le cas inverse.

Si la qualité des fournitures livrées ne correspond pas aux spécifications de l'accord cadre ou au libellé de la commande, le pouvoir adjudicateur pourra exiger que le titulaire, dans un délai de dix jours après en avoir été avisé, remplace la fourniture.

Réception partielle : dans la mesure où chaque bon de commande porte sur un ouvrage, une partie d'ouvrage et prévoit des délais de réalisation distincts, chaque bon de commande fera l'objet d'une réception partielle au sens de l'article 42 du CCAG-Travaux.

Réception : les dispositions de l'article 41 s'appliquent.

ARTICLE 9 GARANTIE CONTRACTUELLE

Les dispositions de l'article 44 du CCAG travaux s'appliquent.

ARTICLE 10 – PENALITES

Les pénalités explicitées ci-dessous sont applicables sur simple constatation du maître d'ouvrage ou de son représentant et sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard ou de l'absence ou du manquement et sans que le titulaire ne soit invité à faire ses observations.

1) Pénalité pour retard dans l'exécution des prestations d'un bon de commande :

En cas de retard dans l'exécution des prestations par rapport au planning d'exécution défini par le représentant du maître d'ouvrage, le titulaire encourra une pénalité journalière de 500 € HT.

2) Pénalité pour retard dans l'exécution des prestations dues au titre de la garantie.

En cas de retard dans l'exécution des prestations prévues au titre de la garantie, le titulaire encourra une pénalité journalière de 500 € HT

3) Pénalité pour retard de remise des documents à fournir

En cas de retard dans la remise complète des documents à fournir, à compter de la demande, une pénalité journalière de 300 € HT par jour calendaire de retard sera appliquée au titulaire, jusqu'à remise des documents.

4) Pénalité pour non-conformité au sens de l'article 1.20 du CCTP : 100 Euros par équipement non conforme ?

5) Cumul des pénalités

Toutes les pénalités explicitées dans le présent article sont cumulables.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-travaux, le titulaire ne sera exonéré d'aucune pénalité.

ARTICLE 11 - OBLIGATIONS

11.1 Obligations du titulaire

Le titulaire a une obligation de résultat final, à savoir la livraison et l'installation et pose des éléments de signalétique conforme en quantité et en qualité à l'accord cadre et à la commande dans les délais et conditions spécifiés, sans défaut ni dégradation, installé dans les locaux conformément aux instructions du maître d'ouvrage.

Le titulaire doit laisser le site propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des prestations dont il est chargé.

Le titulaire a la charge de l'évacuation de ses propres emballages le jour de la livraison par les mêmes moyens et protections que ceux employés lors de l'approvisionnement.

En outre, il assure à ses frais le nettoyage de l'ensemble de la fourniture livrée une fois installée et avant la réception des prestations liées au présent accord-cadre.

11.2 État des lieux

Avant et après son intervention, un état des lieux entre le titulaire et le représentant du maître d'ouvrage ou l'AMO Signalétique est établi.

Toute dégradation constatée après l'intervention du titulaire sur site sera réparée à ses frais.

ARTICLE 12 - ASSURANCES

D'une façon générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

Le titulaire devra être titulaire d'une police destinée à garantir sa responsabilité civile, autre que décennale, en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le pouvoir adjudicateur, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait ou à l'occasion de sa mission en cours d'exécution ou terminée.

Assurance décennale

Le titulaire est tenu de posséder une police d'assurance s'appliquant pour l'opération objet du présent accord-cadre dont les termes devront être conformes aux dispositions de la loi 78-12 du 4 janvier 1978.

Le titulaire veillera à ce que l'activité exercée sur le chantier corresponde à celle assurée au titre de sa police décennale.

Dès notification de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à adresser au pouvoir adjudicateur son attestation d'assurance de responsabilité civile de droit commun valable dès le début de sa mission jusqu'à la fin de son intervention, il s'engage alors à fournir périodiquement, et au moins au cours du 1er trimestre de chaque année, une attestation dont la date de validité sera en cohérence avec la durée de sa mission.

Afin de remplir cette obligation, l'APIJ a souscrit une plateforme en ligne (E-Attestations) afin de simplifier et sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité ; le recours à cette plateforme est gratuit pour les opérateurs économiques.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

Cette obligation s'étend à ses cotraitants et à ses sous-traitants.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition.

Le non-respect de ces obligations en cours de l'exécution de l'accord-cadre peut entraîner la résiliation de plein droit de l'accord-cadre par le pouvoir adjudicateur, sans indemnisation.

ARTICLE 13 - OBLIGATIONS RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu de remettre au maître d'ouvrage, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre les pièces prévues par les articles D 8222-5 du Code du travail s'il est établi en France, et D 8222-7 à D 8222-8 s'il est établi à l'étranger.

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu de remettre également au maître d'ouvrage conformément à l'article D 8254-2 du Code du travail, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, qu'il soit établi en France ou à l'étranger, la liste nominative des salariés étrangers employés par lui et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221_2 du Code du travail. Cette liste précise pour chaque salarié :

- a. • sa date d'embauche
- b. • sa nationalité
- c. • le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

Afin de remplir cette obligation, l'APIJ a souscrit une plateforme en ligne (E-Attestations) afin de simplifier et sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques. Cette plateforme permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité ; le recours à cette plateforme est gratuit pour les opérateurs économiques. Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

Cette obligation s'étend à ses cotraitants et à ses sous-traitants.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition.

Le non-respect de ces obligations en cours de l'exécution de l'accord-cadre peut entraîner la résiliation de plein droit de l'accord-cadre par le pouvoir adjudicateur, sans indemnisation.

ARTICLE 14 - OBLIGATIONS RELATIVES AU DETACHEMENT DE SALARIES

Si le titulaire de l'accord-cadre est établi hors de France et détache un ou plusieurs salariés, il doit remettre au maître d'ouvrage, avant chaque début de détachement une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-3-1, R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ainsi qu'une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-2 du Code du travail.

ARTICLE 15 - RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre pourra être résilié dans les conditions fixées au chapitre 7 du CCAG-Travaux.

15.1 Résiliation du fait du pouvoir adjudicateur

Le pourcentage à prendre en considération pour le calcul de la somme forfaitaire à verser au titulaire, en application du 50.4 du CCAG-travaux pour la partie résiliée est fixé à 1%.

15.2 Résiliation aux torts du titulaire

En cas d'inexactitude des documents et renseignements fournies conformément aux articles R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-9 et R.2143-16 du code de la commande publique, l'accord cadre sera résilié aux torts du titulaire et sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, sans mise en demeure.

L'accord-cadre peut également être résilié aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, avec exécution des prestations à ses frais et risques, en cas de non remise au pouvoir adjudicateur des documents prévus aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8254-2 du Code du travail et/ou si celui-ci n'a pas apporté la preuve de la régularisation de sa situation au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L 8221-5 du Code du travail.

15.3 Résiliation aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 50.3 du CCAG –Travaux, l'accord-cadre pourra être réalisé aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 16 – OBLIGATION DE SECURITE

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, fichiers, études, documents et décisions dont il a eu ou aura connaissance.

A priori, et sauf indication contraire du pouvoir adjudicateur, tous les documents seront réputés avoir un caractère secret.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes :

- 1) s'interdire toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise ou diffusion de documents à des tiers sauf sur autorisation de l'APIJ;
- 2) ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles strictement nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre sauf sur autorisation de l'APIJ ;
- 3) ne pas utiliser les documents et informations communiquées à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre sauf sur autorisation de l'APIJ ;
- 4) prendre les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat, via notamment l'utilisation de dispositifs de verrouillage des ordinateurs et de cryptage des données ;
- 5) prendre toutes mesures de sécurité pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat, via notamment l'emploi d'armoires fortes, de mise sous alarme et de gardiennage des locaux ;
- 6) signaler au représentant du pouvoir adjudicateur, dans les **24 heures** suivant la constatation de l'incident, toute défaillance de ce dispositif (perte ou vol de documents dont le caractère secret lui aura été notifié ou intrusion malveillante dans le système informatique);

- 7) procéder, en fin de contrat, à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies sauf sur autorisation de l'APIJ ;
- 8) remettre au représentant du pouvoir adjudicateur une attestation de destruction desdits fichiers.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non-respect des dispositions précitées, et indépendamment des pénalités et sanctions prévues à au présent CCAP, la responsabilité du titulaire pourra également être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du Code pénal.

ARTICLE 17 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Par dérogation à l'article 1^{er} du CCAG-travaux, le présent CCAP ne comprend pas de liste récapitulative des articles du CCAG-travaux auxquels il déroge.

Fin du document

